



3^e Table ronde nationale annuelle de la Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe

Passer de l'intervention à la résilience



RAPPORT FINAL

23 octobre 2012
Vancouver (Colombie-Britannique)

Canada



Table des matières

Table des matières.....	1
Lettre du Comité consultatif.....	2
Aperçu et évolution de la Plate-forme du Canada	3
Ordre du jour – Aperçu.....	7
Résumé des travaux	8
Accueil	8
Plate-forme du Canada : revue de l’année.....	8
Les groupes de travail : tirer profit de nos réussites	9
Groupe de travail sur les partenariats avec le secteur privé.....	9
Groupe de travail sur les collectivités résilientes	10
Groupe de travail sur les sciences et la technologie (GTST).....	11
Groupe de travail du secteur bénévole	12
Talk-show : Passer de l’intervention à la résilience.....	13
Talk-show : Passer de l’intervention à la résilience.....	14
L’avenir de la réduction des risques de catastrophe.....	17
Première discussion en petits groupes : Rôle du secteur privé relativement à la résilience des collectivités face aux catastrophes.....	17
Deuxième discussion en petits groupes : Capacités des collectivités et des réseaux	18
Troisième discussion en petits groupes : Les gouvernements, les provinces et les autorités locales à l’échelle nationale à l’appui d’une gestion des risques viable	19
Quatrième discussion en petits groupes : RRC au Canada	20
Cinquième discussion en petits groupes : S’adapter aux changements climatiques	21
Mobilisation du public	22
Tirer profit des médias sociaux et du Web 2.0 pour renforcer la résilience des collectivités	24
Conclusion	25
Messages formulés lors de la troisième Table ronde annuelle	26
Annexe A.....	27

Lettre du Comité consultatif

Le Comité consultatif de la Plate-forme nationale du Canada pour la réduction des risques de catastrophe est heureux de vous présenter le rapport final de la troisième Table ronde annuelle, qui s'est déroulée le 23 octobre 2012, à Vancouver, en Colombie-Britannique. La Table ronde est un moyen pour les membres de communiquer leurs points de vue, leurs perspectives, leurs préoccupations et leurs priorités sur des questions relatives à la réduction des risques de catastrophe (RRC). Le Comité consultatif utilise le présent rapport pour déterminer les priorités et les liens possibles entre les activités de RRC et pour informer les groupes de travail qui relèvent de la Plate-forme du Canada.

La Plate-forme du Canada évolue, et nous sommes heureux que vous lui manifestiez un intérêt grandissant. La diversité des professionnels et des personnes ayant un intérêt pour la réduction des risques de catastrophe enrichit notre perspective nationale et renforce notre capacité à faire avancer le travail de la Plate-forme du Canada. Les participants à la Table ronde de 2012 représentaient différents domaines tels que l'industrie, les services publics et le secteur privé, les sciences et les universités, les associations et les organisations responsables de la gestion des urgences, tous les ordres du gouvernement (du gouvernement fédéral aux administrations municipales), les organisations bénévoles, les organisations responsables de l'intervention d'urgence, ainsi que les partenaires internationaux.

Nous aimerions remercier tous ceux qui ont participé et assisté à cette Table ronde. Nous espérons que la Table ronde a été un forum utile pour que les participants expriment leurs points de vue et que le présent rapport constitue une représentation adéquate et juste. Nous encourageons tous les intervenants et les partenaires à continuer de mettre en œuvre les priorités établies dans le rapport et de collaborer en vue d'assurer le maintien de la sécurité et de la résilience des Canadiens aux catastrophes.

Nous aimerions aussi remercier les bénévoles grâce auxquels notre travail continue d'être efficace, en particulier les présidents et les membres des quatre groupes de travail, qui ont fait preuve de leadership et d'engagement en matière de réduction des risques de catastrophe.

Nous espérons avoir le plaisir de vous voir à la quatrième Table ronde annuelle qui se tiendra à Regina, en Saskatchewan, le 5 novembre 2013.

Merci.

Comité consultatif de la Plate-forme nationale du Canada

Serge C. Beaudoin (coprésident)
Ernest MacGillivray (coprésident)
Mark Baker
Francis Bradley
Louise Geoffrion
Ron Kuban
David McCormack
Laurie Pearce
Rodney Yip
Ian Burton



Aperçu et évolution de la Plate-forme du Canada

Janvier 2005

168 gouvernements, dont le Canada, ont adopté le Cadre d'action de Hyogo (CAH) dans le cadre de la Stratégie internationale pour la prévention des catastrophes des Nations Unies. Le CAH est un outil d'orientation international non contraignant visant la réduction des coûts humains, sociaux, économiques et environnementaux des catastrophes. Le CAH a créé trois objectifs stratégiques et cinq priorités d'action.

Objectifs stratégiques du CAH

- Améliorer l'intégration des facteurs relatifs aux risques de catastrophe aux politiques, aux plans et aux programmes de développement durable, et ce, à tous les niveaux, en mettant particulièrement l'accent sur la prévention et l'atténuation des catastrophes, la préparation à ces incidents et la réduction des vulnérabilités;
- Élaborer et renforcer, à tous les ordres du gouvernement, plus particulièrement dans la collectivité, les institutions, les mécanismes et les capacités qui contribuent de façon systématique à accroître la résilience aux dangers;
- Veiller à ce que les démarches d'atténuation des risques soient intégrées systématiquement à la conception et à la mise en œuvre des programmes de préparation, d'intervention et de rétablissement visant la reconstruction des collectivités touchées.

Priorités d'action du CAH

- Veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale et à ce qu'il existe, pour mener à bien les activités correspondantes, un cadre institutionnel solide;
- Mettre en évidence, évaluer et surveiller les risques de catastrophe et renforcer les systèmes d'alerte rapide;
- Utiliser les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de la sécurité et de la résilience à tous les niveaux;
- Réduire les facteurs de risque sous-jacents;
- Renforcer la préparation en cas de catastrophe en vue d'une intervention efficace à tous les échelons.

Juin 2009

Dans le cadre de son engagement à appliquer le CAH, le Canada a annoncé l'établissement d'une plate-forme nationale pour la réduction des risques visant à mettre en place un leadership coordonné en matière de réduction des risques de catastrophe auquel participent plusieurs intervenants. La Plate-forme du Canada est composée de quatre organes interreliés : un Comité consultatif, des membres réguliers, des groupes de travail et un secrétariat au sein de Sécurité publique Canada. Les quatre organes de la Plate-forme nationale du Canada se réunissent chaque année à la Table ronde nationale pour la réduction des risques de catastrophe, qui sert de lieu de dialogue continu au Canada sur les enjeux relatifs à la réduction des risques de catastrophe et permet aux intervenants de délibérer entre eux.

Octobre 2010

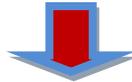
La première Table ronde a eu lieu à Fredericton, au Nouveau-Brunswick. Plus de 70 intervenants des secteurs public et privé, du milieu universitaire, d'organisations bénévoles et d'organisations non gouvernementales y ont participé.

Objectifs de la Table ronde de 2010

- Lancer la Plate-forme nationale du Canada pour la réduction des risques de catastrophe;
- Discuter de la vision pour la Plate-forme nationale du Canada, en déterminant les mesures prioritaires et les domaines de collaboration;
- Favoriser un dialogue inclusif, horizontal et participatif avec les intervenants de toutes les régions du Canada qui s'intéressent à la RRC;
- Confirmer la création du Comité consultatif de la Plate-forme du Canada.

Principaux résultats de la Table ronde de 2010

- Un forum ouvert et inclusif où les intervenants en réduction des risques de catastrophe (RRC) de nombreuses disciplines ont été en mesure d'établir des liens et de contribuer collectivement à l'avenir de la RRC au Canada.
- Un consensus relativement aux quatre priorités de la voie à suivre en ce qui concerne la Plate-forme :
 - Renforcer le leadership national pour la réduction des risques de catastrophe;
 - Accroître l'engagement des intervenants en matière de réduction des risques de catastrophe;
 - Favoriser la recherche et l'échange des connaissances liés à la réduction des risques de catastrophe;
 - Faire preuve d'égard et de responsabilité en matière de réduction des risques de catastrophe.



Octobre 2011

La deuxième Table ronde nationale a eu lieu à Ottawa, en Ontario, et le nombre de participants s'est élevé à 142. Le but et les objectifs de la Plate-forme du Canada ont été établis pour orienter la voie à suivre et pour aider à planifier la deuxième Table ronde.

But de la Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe

Accroître la sécurité des Canadiens en réduisant les risques, en augmentant la résilience des collectivités et en créant des partenariats avec tous les ordres du gouvernement, les universités, les associations professionnelles, les organisations bénévoles et le grand public.

Objectifs de la Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe

Réduire les risques, les vulnérabilités et les répercussions des catastrophes naturelles et non naturelles à l'égard des Canadiens, fournir un mécanisme de coordination pour la réduction des risques de catastrophe dans les secteurs et appuyer les intervenants avec des connaissances et des renseignements pertinents.



Objectifs de la Table ronde de 2011

- Continuer de mettre en œuvre les priorités établies lors de la première Table ronde en 2010, notamment amener les intervenants en RRC à engager un dialogue national;
- Poursuivre le but et les objectifs établis par la Plate-forme du Canada.

Principaux résultats de la Table ronde de 2011

- Sept thèmes transsectoriels ont été dégagés pendant la Table ronde et sont pertinents à l'avancement des objectifs de la Plate-forme :
 - Nécessité de continuer d'appuyer le regroupement des intervenants en RRC pour accroître la participation et la collaboration dans ce domaine;
 - Importance du leadership et des champions en RRC pour créer les occasions sociales et politiques nécessaires en vue d'aller de l'avant avec le programme de RRC;
 - Importance du transfert de connaissances et de l'échange d'information, plus particulièrement avec les collectivités ayant des ressources limitées;
 - Approche communautaire en matière de RRC intégrant les partenaires et les connaissances à l'échelle locale;
 - Promotion des collectivités résilientes comme étant celles qui sont capables de résister et de s'adapter à une catastrophe, d'en absorber les coups, de la surmonter et de se rétablir par la suite;
 - Nécessité de mobiliser les personnes, les collectivités et d'autres intervenants pour permettre l'établissement de réseaux locaux et nationaux ou de collectivités virtuelles qui échangent des renseignements pour réduire les risques;
 - Rôle du secteur privé relativement à la création des mesures incitatives encourageant de bonnes pratiques de prévention et d'atténuation.



Octobre 2012

La troisième Table ronde annuelle a eu lieu à Vancouver, en Colombie-Britannique. Le but exprimé durant la Table ronde de 2011 prend maintenant la forme d'une vision de la Plate-forme du Canada. Les sept thèmes établis en 2011 ont orienté l'établissement des objectifs et des priorités de la Table ronde de 2012, dont le but est de poursuivre la mise en œuvre des quatre priorités déterminées en 2010. L'intérêt pour la Table ronde n'a cessé de grandir; quelque 200 personnes y ont participé en personne, et bon nombre de personnes y ont participé virtuellement pour la partie « talk-show ».

Vision de la Plate-forme du Canada

Bâtir un Canada plus sécuritaire et plus résilient par la réduction des risques et la mise à profit des capacités et des possibilités au sein de tous les ordres du gouvernement, des organisations non gouvernementales, du secteur privé, du milieu universitaire et de la population.

Objectifs de la Table ronde de 2012

1. Travailler de manière intégrée afin de réduire les risques, les vulnérabilités et l'incidence des catastrophes, naturelles ou non, pour la population canadienne;
2. Prévoir un mécanisme coordonné de collaboration et d'échange de renseignements entre les secteurs et les réseaux existants;
3. Aider les intervenants en leur donnant des renseignements pertinents au sujet des politiques, des programmes et de la recherche à l'échelle locale, régionale et nationale.

Priorités de la Table ronde de 2012

1. Renforcer et favoriser le leadership à l'échelle nationale en matière de réduction des risques de catastrophe;
2. Accroître la compréhension de la réduction des risques de catastrophe à l'échelle nationale ainsi que la mobilisation à cet égard;
3. Élargir les connaissances et les capacités en matière d'atténuation des catastrophes et de résilience;
4. Concevoir un plan ministériel relatif à la Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe.

Les groupes de travail jouent un rôle clé en ce qui a trait à la vision de la Plate-forme du Canada. Compte tenu de l'orientation découlant des discussions et des commentaires des participants à la Table ronde de 2012, les groupes de travail continueront, en 2013, à se concentrer sur la poursuite des objectifs et des priorités cernés.



Ordre du jour – Aperçu

Heure	Activité
7 h 30 à 8 h 30	Inscription
8 h 30 à 8 h 45	Accueil traditionnel
8 h 45 à 9 h	Accueil <ul style="list-style-type: none"> Shirley Bond (ministre de la Justice et procureure générale, Colombie-Britannique)
9 h à 9 h 5	Mot d'ouverture
9 h 5 à 9 h 15	Plate-forme du Canada : revue de l'année
9 h 15 à 10 h 15	Les groupes de travail : tirer profit de nos réussites
10 h 15 à 10 h 30	Pause santé
10 h 30 à midi	« Talk-show » présentant différentes perspectives : Passer de l'intervention à la résilience <ul style="list-style-type: none"> Animateur : Duncan McCue (journaliste, Canadian Broadcasting Corporation) Collectivités : Kevin Ramsay (directeur municipal, Ville de Port Moody) Partenariats internationaux : Richard Serino (administrateur adjoint, Federal Emergency Management Agency, États-Unis) Secteur privé : Kasey Reese (vice-président, Gestion du risque, et vérificateur interne en chef, TELUS) Secteur public : Graham Flack (sous-ministre p.i., Sécurité publique Canada) Secteur bénévole : John L. Byrne (directeur général, Croix-Rouge canadienne)
Midi à 13 h	Dîner
13 h à 13 h 15	Le Canada et la communauté internationale : l'avenir de la réduction des risques de catastrophe
13 h 15 à 14 h 45	Séances simultanées : l'avenir de la réduction des risques de catastrophe
14 h 45 à 15 h	Pause santé
15 h à 16 h 15	Mobilisation du public <ul style="list-style-type: none"> Theresa Woolridge (conseillère principale en communications, Sécurité publique Canada) Carol J. Loski (directrice, Programme de protection contre les inondations, Province de la Colombie-Britannique) Jackie Kloosterboer (coordonnatrice de la planification des mesures d'urgence, Ville de Vancouver) Dave Frank (directeur, Marketing et relations publiques, Ambulance Saint-Jean)
16 h 15 à 16 h 30	Mot de la fin <ul style="list-style-type: none"> Gina Wilson (sous-ministre adjointe, Secteur de la gestion des mesures d'urgence et des opérations régionales, Sécurité publique Canada)
17 h	Activité mondaine pour tous les participants (commanditaire du CHRNet)

Résumé des travaux

Accueil

Monsieur Victor Guerin, un Aîné de la nation Musqueam, accueille les participants sur le territoire ancestral traditionnel de la nation Musqueam. Il commente l'importance de la RRC et bénit la conférence et le travail des participants en matière de RRC dans la langue locale et en anglais. Il fascine l'auditoire grâce à des chants et à des sons de tambours traditionnels qui donnent le ton à la Table ronde.

La ministre de la Justice et procureure générale Shirley Bond remercie M. Guerin au nom des participants et accueille les invités spéciaux et la délégation entière. La ministre Bond se dit fière de son rôle en tant que gestionnaire des mesures d'urgence pour la Colombie-Britannique et insiste sur la nécessité d'une collaboration transsectorielle et de l'importance des médias sociaux en matière de gestion des urgences (GU). Elle mentionne le recours à Twitter dans le cadre de la Table ronde de cette année et caractérise cette technologie comme un outil simple à utiliser, mais puissant. La ministre Bond profite de l'occasion pour souligner les réussites du récent exercice de simulation d'un tremblement de terre « ShakeOut » qui a eu lieu à Vancouver, en Colombie-Britannique, et compte tenu des 57 dangers connus de grande envergure en Colombie-Britannique, elle souligne l'importance pour toutes les personnes d'accepter leur rôle en matière de GU et d'assumer leurs responsabilités, ainsi que de celles de leur famille et de leur collectivité, en cas de catastrophe. La ministre Bond salue le rôle joué par le secteur bénévole en GU et fait référence à son annonce prochaine qui officialisera un partenariat entre le gouvernement de la C.-B. et la Croix-Rouge canadienne. La ministre Bond termine en insistant sur le fait que tous les Canadiens peuvent être assurés que leurs gouvernements font tout en leur pouvoir pour les protéger.

Plate-forme du Canada : revue de l'année

Les coprésidents du Comité consultatif de la Plate-forme du Canada, Serge C. Beaudoin et Ernest MacGillivray, s'adressent à l'auditoire en lui présentant une revue de l'année. Parmi les réalisations antérieures, mentionnons l'élaboration d'un plan d'action sur cinq ans pour la Plate-forme, décrivant les activités et les priorités pour le Comité consultatif, les groupes de travail et le secrétariat de la Plate-forme. Les coprésidents présentent la voie à suivre, qui met l'accent sur une participation élargie et des projets précis qui accordent davantage de pouvoirs aux personnes, aux collectivités et au secteur privé afin qu'ils soient mieux préparés en cas de catastrophe. La discussion donne lieu au prochain segment du programme de la Table ronde qui vise à obtenir le point de vue des membres concernant les prochaines activités des groupes de travail et à planifier de manière plus précise ces activités.

Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe

- Cadre regroupant de nombreux intervenants.
- Processus coordonné, participatif et interactif.
- Utilisation des mécanismes en place et de nouveaux mécanismes pour exploiter les secteurs d'intérêt commun.

Plus de
250
membres

➔

Comité consultatif

- Membres
- Groupes de travail
- Secrétariat

- Trois tables rondes :
 - Nouveau-Brunswick (2010)
 - Ontario (2011)
 - Colombie-Britannique (2012)



3



Les groupes de travail : tirer profit de nos réussites

Visée

La partie sur les groupes de travail vise à faire participer les membres aux efforts de planification, à l'établissement des priorités et aux travaux des groupes de travail de la Plate-forme. Chacun des quatre groupes de travail (Partenariats avec le secteur privé, Collectivités résilientes, Sciences et technologie et Secteur bénévole) fournit des sujets de discussion afin d'obtenir les points de vue et les commentaires de divers intervenants présents à la Table ronde (soit les membres de la Plate-forme du Canada). Les commentaires tirés des discussions de la Table ronde sont enregistrés et seront fournis aux coprésidents des groupes de travail pour orienter leur travail.

Groupe de travail sur les partenariats avec le secteur privé

Faits saillants

Les participants à la Table ronde qui prennent part aux discussions sur les partenariats avec le secteur privé ont exprimé des opinions claires au sujet des attentes du secteur privé relativement à la résilience des collectivités. Le secteur privé est fréquemment responsable des ressources essentielles et de l'expertise qui renforcent la capacité d'intervention et qui permettent la continuité de la fonction sociétale. Cette responsabilité comprend donc le maintien de la capacité de survie des infrastructures et de la continuité de la chaîne d'approvisionnement grâce à une solide planification de la continuité des opérations.

Pour ce faire, le secteur privé doit adopter une approche globale en matière de planification et faire participer aux exercices un plus grand nombre d'intervenants de la chaîne d'approvisionnement, du commerce de détail et des infrastructures essentielles. Les principaux intervenants du secteur privé doivent également faire partie des réseaux d'information où l'industrie peut accroître sa compréhension des défis auxquels le milieu de la GU est confronté et élaborer des solutions, ou y contribuer.

Prochaines étapes

En plus de participer aux activités de sensibilisation et d'échange d'information relatives à la continuité des opérations et à la chaîne d'approvisionnement, le Groupe de travail (GT) doit continuer à sensibiliser les autres membres de l'industrie afin qu'ils se joignent à lui en vue d'améliorer et d'élargir la portée des initiatives du GT.

Groupe de travail sur les collectivités résilientes

Faits saillants

Parmi les quatre GT, le GT sur les collectivités résilientes compte le plus grand nombre de membres et un plan de travail très robuste. Pendant cette séance, les participants formulent des commentaires exhaustifs sur cinq questions majeures : l'engagement des dirigeants des collectivités sur les dix points essentiels sur la résilience des collectivités de l'ONU, l'engagement des champions ruraux et locaux relativement à la mise à l'essai de la communauté de pratique virtuelle du projet sur la résilience rurale en cas de catastrophe, la connaissance des stratégies et des pratiques exemplaires liées à l'utilisation des terres, les programmes et les stratégies de résilience des Autochtones et les prix de résilience en cas de catastrophe pour les collectivités rurales et urbaines, et les jeunes.

Prochaines étapes

Conformément aux commentaires reçus et au travail de collaboration effectué par le GT, le Groupe de travail sur les collectivités résilientes a déterminé des priorités pour le plan de travail de 2013.

Promouvoir la Campagne « Ma ville se prépare! » de l'ONU

Un vaste appui a été accordé aux dix domaines essentiels pour servir de fondement à l'évaluation des collectivités; toutefois, quelques collectivités canadiennes ont décidé de relever le défi et de s'inscrire à la Campagne. Le GT tentera d'obtenir un appui accru au Canada relativement à la Campagne.

Favoriser la résilience aux catastrophes dans les collectivités rurales

La plupart des résidents du Canada vivent dans des collectivités rurales, et ces dernières continuent d'être gravement touchées par de nombreuses catastrophes (p. ex. inondations). Le GTCR encourage les collectivités à essayer le Projet sur la résilience rurale en cas de catastrophe, un outil Web d'analyse des vulnérabilités, des risques et des dangers lancé par le Justice Institute of British Columbia.

Élaborer un guide national sur l'utilisation des terres axé sur les dangers

On assiste encore à des situations où les personnes et les domiciles sont exposés à un risque en raison des mauvaises politiques d'utilisation des terres adoptées par les collectivités locales. Le GTCR souhaite soutenir le travail de Ressources naturelles Canada concernant le guide national sur l'utilisation des terres, en partenariat avec d'autres organismes gouvernementaux et le milieu universitaire.

Résilience des collectivités autochtones

Bon nombre de collectivités autochtones au Canada (collectivités Inuits, Métisses et des Premières nations) continuent d'être aux prises avec une faible résilience aux catastrophes naturelles et sont exposées à un risque accru de perturbations de la société, des communications et des infrastructures essentielles. Le GTCR souhaite aider les collectivités autochtones du Canada à accroître leur résilience.

Prix nationaux

Le GTCR aimerait soutenir la remise d'un prix national d'excellence en matière de mise en œuvre des activités de RRC dans les collectivités canadiennes pour aider à promouvoir la résilience aux catastrophes dans l'ensemble du pays. Pour accroître la capacité et la résilience nationale face aux catastrophes, le GTCR souhaite établir un prix national en matière d'engagement des enfants et des adolescents relativement à la RRC.



Groupe de travail sur les sciences et la technologie (GTST)

Faits saillants

La question des sciences et de la technologie (S et T) en matière de RRC est très vaste et peut englober la mise en œuvre de méthodologies et de conseils axés sur les sciences ou sur l'élaboration de nouvelles technologies novatrices qui peuvent évoluer continuellement dans l'ère du savoir. Les sujets de discussion du GTST tournent autour de trois domaines clés : les données, le rôle des S et T et les mesures proposées. Ces questions sont posées afin de peaufiner les attentes relatives au GTST et pour établir des paramètres réels en matière de S et T qui contribueront plus directement aux efforts de RRC des autres groupes de travail et des membres de la Plate-forme.

En ce qui concerne les données sur les catastrophes, les dangers et les vulnérabilités, les commentaires démontrent la volonté d'établir différentes catégories de données, comme les données géospatiales et les médias sociaux, mais ils permettent de cerner des lacunes relativement aux renseignements qualitatifs consolidés sur l'intervention en cas d'urgence ou de catastrophe, notamment les suivantes : la contribution des partenaires et les dirigeants des interventions, les ressources accessibles et non accessibles, les personnes chargées de chacune des étapes, les capacités avec le recul, les leçons apprises, les répercussions de l'incident sur les infrastructures, la collectivité, la société et l'économie, ainsi que les mesures qui auraient pu empêcher l'incident. Des considérations sont soulevées au sujet de l'utilisation des données, notamment l'archivage des données historiques et la prévision des tendances liées aux paramètres pour évaluer les dommages et l'intervention nécessaire. L'accès aux données et la gestion des connaissances (échange de connaissances au sein du milieu) sont également soulevés comme étant des questions importantes.

En ce qui concerne la contribution des collectivités aux activités de RRC et leur capacité de résilience, les participants soulignent les besoins suivants : un registre des risques pour accroître l'échange d'information, des efforts continus pour améliorer l'interopérabilité entre les systèmes, les processus et les outils, et l'élaboration de stratégies sur l'utilisation des technologies et des outils en constante évolution. Parmi les participants, les points de vue relativement au rôle des S et T en matière de RRC varient considérablement : faire avancer les médicaments d'une importance vitale, améliorer la détection des dangers et utiliser des méthodes fondées sur les sciences pour la prise de décisions.

Prochaines étapes

Le GTST se sert des commentaires formulés par les participants à la Table ronde pour l'établissement d'un processus de consultation visant à orienter le travail qui permettra de mieux soutenir les groupes de travail et les intervenants responsables de la RRC.

Groupe de travail du secteur bénévole

Faits saillants

Les sujets de discussion du Groupe de travail du secteur bénévole (GTSB) tournent autour de trois domaines clés : le rôle du secteur relativement à la promotion de la préparation personnelle, les facteurs qui encouragent le bénévolat et l'aide requise dans les différents secteurs pour encourager le bénévolat épisodique en cas de catastrophe. Ces questions sont posées afin de contribuer à l'élaboration d'un plan de travail pour le GTSB.

Les discussions concernant le rôle du secteur bénévole en matière de préparation personnelle portent sur la nécessité de solliciter davantage la participation des diverses collectivités et organisations à la production et à la communication à leurs membres des messages sur la préparation personnelle. On souligne également le rôle des organisations qui ont l'habitude de participer aux interventions d'urgence en tant qu'animatrices et ambassadrices des forums communautaires visant à promouvoir des messages clés.

Encourager le bénévolat

Les participants déterminent de nombreux facteurs qui encouragent le bénévolat, notamment :

la volonté d'**aider** et de **transmettre ses connaissances** et son expertise, de trouver des occasions de **perfectionner ses connaissances** et ses compétences, ou la simple **nécessité de survivre**.

Selon les discussions, il est évident que tous les facteurs de motivation jouent un rôle quant au type de bénévolat souhaité.

Les discussions concernant le soutien du bénévolat épisodique dans l'ensemble des secteurs mettent plusieurs points à l'avant-plan. Le message global porte sur la nécessité de définir la capacité d'intervention relativement à un inventaire de compétences du secteur bénévole et aux besoins en gestion des urgences. Ce faisant, on juge pertinent de cerner les lacunes et de déterminer les occasions correspondantes fournies dans le cadre de l'engagement des différents secteurs, ainsi que d'établir un réseau. On souligne aussi la nécessité de demander aux employeurs d'encourager davantage le bénévolat, ainsi que de se pencher sur les préoccupations soulevées par ces employeurs en matière de risque, de responsabilité, de formation et de reconnaissance.



Dans l'ensemble, les participants sont d'accord pour utiliser la technologie en vue d'encourager le bénévolat. Dans les discussions, l'utilisation accrue des médias sociaux en tant qu'outil d'engagement occupe une place prépondérante, de même que l'utilisation possible de la technologie comme moyen de dispenser de la formation aux bénévoles potentiels et de communiquer avec eux pendant un incident. On aborde également la question du recours à la technologie pour appuyer la création de communautés de pratique parmi les groupes aux intérêts similaires.

Activités connexes du secteur bénévole

Rôle du secteur bénévole relativement à la préparation personnelle

En 2008, la Croix-Rouge canadienne, grâce au financement accordé par l'Agence de la santé publique du Canada, a collaboré avec un certain nombre d'organisations nationales du secteur bénévole ayant déjà ou n'ayant jamais travaillé dans le domaine de la gestion des urgences, dans le cadre d'un projet lié à la préparation opérationnelle du secteur en cas d'urgence sanitaire. Dans le cadre de ce projet, certaines activités ont été menées, y compris la promotion de la Campagne *Préparez-vous* et la création d'un site Web sur la continuité du service appelé « Faire face à une situation d'urgence », qui est hébergé par Bénévoles Canada (<http://benevoles.ca/content/faire-face-une-situation-d-urgence>).

Encourager le bénévolat épisodique

Une deuxième étude a été commandée par l'Agence de la santé publique du Canada pour se pencher sur des questions précises relatives à la gestion des bénévoles épisodiques dans le cadre d'une urgence en santé publique. Cette étude a permis de définir le profil des bénévoles épisodiques en matière d'intervention d'urgence, de décrire leur rôle potentiel, de recommander des stratégies de recrutement, de filtrage, de conservation et de maintien des bénévoles pour permettre l'établissement d'une capacité de pointe et, enfin, de recommander des façons d'améliorer les bases de données existantes en matière de gestion des ressources bénévoles. Les principales conclusions de ce rapport indiquent que la meilleure façon de mobiliser des bénévoles épisodiques en gestion des urgences est de les intégrer aux structures de service existantes et de les diriger vers les organisations et les organismes concernés.

Talk-show : Passer de l'intervention à la résilience

Le Canada a la capacité d'intervenir en cas d'urgence et de fournir un soutien aux collectivités partout au pays. Par contre, pour passer de l'intervention à la résilience, il faut la participation de l'ensemble des secteurs de l'économie et de la collectivité. Le talk-show, animé par le journaliste local de la CBC Duncan McCue, a permis d'examiner d'importants concepts concernant la signification et la réalité de la résilience, de même que d'établir les attentes des citoyens envers le gouvernement, le secteur privé, les organismes de secours et eux-mêmes. Une partie importante de cette discussion de 90 minutes en groupe (en compagnie de dirigeants de renom et d'experts en la matière) est la simplification des perspectives relatives à la gamme de secteurs de la société.

Représenter les secteurs suivants :

Organisations non gouvernementales : **John L. Byrne** (directeur général, Croix-Rouge canadienne)
 Gouvernement fédéral : **Graham Flack** (sous-ministre par intérim, Sécurité publique Canada)
 Collectivités : **Kevin Ramsay** (directeur municipal, Ville de Port Moody)
 Industrie : **Kasey Reese** (vice-président, Gestion du risque, et vérificateur interne en chef, TELUS)
 Partenariats internationaux : **Richard Serino** (administrateur adjoint,
 Federal Emergency Management Agency des États-Unis)

Monsieur Duncan McCue commence la séance en demandant à chacun des experts d'expliquer ce que signifie la résilience selon eux. Chacun des participants formule ensuite des commentaires enrichissants et divertissants. La séance de discussion porte expressément sur les thèmes et les messages clés suivants :

Résilience

Même s'ils expriment leurs points de vue selon différentes perspectives, les membres consentent que la résilience comprend la capacité à résister rapidement et efficacement aux bouleversements et de rétablir les niveaux d'opération antérieurs, d'accélérer le rétablissement ou de reprendre la vie normale. Cela englobe la prestation d'un soutien aux personnes et aux collectivités pour qu'elles découvrent leur propre résilience et leurs propres capacités.

Un changement de message

Pour faciliter la résilience, on fait valoir qu'il sera important de modifier le message public pour refléter la dure réalité : « Nous ne serons pas toujours là pour vous aider ». On tient une discussion honnête sur la reconnaissance du fait que le paiement de taxes publiques ne veut pas nécessairement dire qu'une aide fédérale, provinciale ou municipale sera fournie à chaque personne dans les 72 heures suivant une situation d'urgence. On devrait encourager les collectivités à assumer un rôle de leadership relativement au changement des attentes du public et à la promotion de la responsabilité et de l'engagement individuels en matière de RRC.



Travailler de concert

En reconnaissant que la responsabilité n'incombe pas à une seule personne ou à une seule administration, le groupe appuie avec enthousiasme l'approche pangouvernementale en matière de RRC. La prise de mesures fructueuses en matière de résilience et de rétablissement repose sur des personnes et des voisins qui s'entraident, ce qui représente

efficacement le public et la collectivité. Lorsque l'on adopte une approche d'équipe, il est essentiel de se souvenir que la partie la plus importante de l'équipe est le public. En outre, il faut désigner un dirigeant qui réunit les intervenants autour d'une même table. Les personnes peuvent se retirer facilement d'un partenariat, mais il est plus difficile de se retirer d'une équipe.

Il faut qu'un voisin aide un autre voisin et que la collectivité devienne plus solide, parce qu'au niveau le plus fondamental de l'échelle locale, les gens acceptent d'assumer leurs responsabilités personnelles, et les voisins s'entraident. - Richard Serino

Favoriser les occasions et les relations de travail au sein du bassin de ressources disponibles

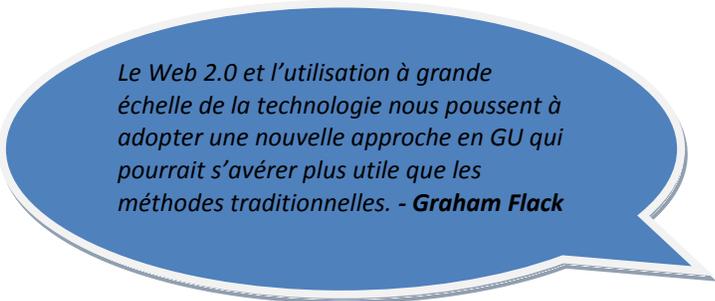
Il faut examiner des manières novatrices de réunir les intervenants du milieu de la gestion des urgences, comme établir des liens avec des groupes confessionnels qui pourront s'adresser à une communauté de manière collective. - Kevin Ramsay

Les occasions qui se présentent par l'entremise de partenariats et de travaux d'équipe s'accompagnent de difficultés liées à l'engagement des partenaires. On précise qu'il est absolument essentiel d'être proactifs quant à notre façon de se déplacer pour réunir les différents partenaires : trop souvent au Canada « on ne demande pas ». Cela est

particulièrement vrai étant donné que bon nombre de groupes et d'organisations voudront se porter volontaires et fournir des ressources, mais ils seront limités en raison d'un processus non établi ou de l'absence d'une personne-ressource pour les aider.

Le milieu de la GU est reconnu comme un exemple de collaboration qui prend simplement des mesures avec les partenaires, au besoin, pour accomplir le travail. Le maintien des relations avec les collectivités et les entreprises privées pourrait aider à établir des partenariats novateurs comme l'obtention de prêts en capital humain sous forme d'employés en échange de leur formation en GU.

Assurez-vous que l'ensemble de votre organisation est consciente des risques en mettant en place un processus continu de reconnaissance des dangers et des menaces. - Kasey Reese



*Le Web 2.0 et l'utilisation à grande échelle de la technologie nous poussent à adopter une nouvelle approche en GU qui pourrait s'avérer plus utile que les méthodes traditionnelles. - **Graham Flack***

Le secteur privé est énorme : il est composé d'intervenants en équipe potentiels provenant notamment de l'industrie de l'accueil en passant par la biomédecine et la technologie. Comme la grande partie des fonds relatifs aux catastrophes sont consacrés au rétablissement, l'attribution d'un montant supérieur à la planification ou à l'atténuation permettrait de réduire considérablement les dommages et les

pertes. Que ce soit dans le domaine du rétablissement ou de l'atténuation, la contribution des intervenants, du milieu universitaire et des médias est essentielle à l'élaboration de solutions et de concepts novateurs. On souligne l'importance de la technologie Web 2.0 en tant qu'outil essentiel à l'autogestion des collectivités; toutefois, on encourage tous les participants à penser aux renseignements ouverts et à l'immense valeur de la collaboration avec les citoyens et le secteur privé pour repousser les limites de l'élaboration de systèmes et d'outils de secours.



*... Des changements sont en cours en raison des jeunes et de la génération qui grandit avec une compréhension nouvelle de la responsabilité de la collectivité en vue de favoriser la résilience de ses membres. - **John Byrne***



L'avenir de la réduction des risques de catastrophe

Pendant les séances en petits groupes de l'après-midi, les participants ont l'occasion de discuter d'un sujet de leur choix. Les membres fournissent une rétroaction très enrichissante dans les domaines suivants : 1) Rôle du secteur privé relativement à la résilience des collectivités face aux catastrophes, 2) Capacités des collectivités et des réseaux, 3) Les gouvernements, les provinces et les autorités locales à l'échelle nationale à l'appui d'une gestion des risques viable, 4) RRC au Canada et 5) S'adapter aux changements climatiques.

Les membres décrivent également les attentes de base quant à ce que devrait être la résilience du Canada en examinant des facteurs clés qui contribuent à la RRC. Dans l'ensemble, les membres soulignent que la portée de la résilience devrait être prise en considération à l'échelle nationale et qu'il faudrait avoir une compréhension commune de la RRC, ainsi que des responsabilités et du rôle de chacun personne en matière de résilience de la société, de même que faire preuve d'un certain niveau de préparation personnelle. Ce niveau de compréhension national serait nourri et renforcé par un changement de culture familiale et éducative et appuyé par des mécanismes de financement qui encouragent la prévention et l'atténuation, et la préparation afin de réduire les répercussions des catastrophes.

Première discussion en petits groupes : Rôle du secteur privé relativement à la résilience des collectivités face aux catastrophes

Il existe de nombreuses possibilités de tirer parti du secteur privé; nous pouvons notamment nous en servir comme source de bénévoles en cas d'incident, utiliser ses compétences dans le cadre d'une catastrophe et l'amener à déployer ou à prêter des ressources et des infrastructures pour les premiers intervenants. Par ailleurs, le secteur privé est bien placé pour intervenir rapidement dans la collectivité, parce qu'il s'y trouve déjà et qu'il a des relations que n'a pas nécessairement le gouvernement régional ou national. Toutefois, les entreprises sont aussi vulnérables et elles doivent s'assurer qu'elles sont résilientes et qu'elles sont non seulement en mesure d'intervenir en cas de catastrophe, mais aussi de se rétablir par la suite.

Faits saillants

Les participants qui prennent part à la discussion sur le secteur privé expriment des points de vue clairs quant à l'énorme incidence de la résilience des organisations sur la capacité du reste de la collectivité à faire face à une catastrophe. Les organisations privées sont perçues comme ayant une plus grande flexibilité quant à leur approche, soit en consacrant davantage de ressources aux activités de RRC, soit en mobilisant les partenaires et en demandant l'aide des intervenants, plutôt que celle des organismes fédéraux ou provinciaux. Une composante essentielle de la résilience des petites et moyennes entreprises est de disposer d'un plan de continuité des opérations à jour qui est mis en pratique. On mentionne également que le secteur privé joue un rôle important relativement au renforcement d'une culture de résilience grâce à l'éducation des employés et des familles, ainsi qu'à l'exécution de programmes qui leur sont destinés, de même qu'à un leadership dans la

Une composante essentielle de la résilience des petites et moyennes entreprises est de disposer d'un plan de continuité des opérations à jour qui est mis en pratique.

collectivité en jouant le rôle de modèle et en soutenant les activités et les connaissances de la collectivité en matière de RRC.

Le secteur privé joue un rôle de modèle important en renforçant la culture de résilience grâce à l'éducation et à des programmes, ainsi qu'au leadership.

Deuxième discussion en petits groupes : Capacités des collectivités et des réseaux

La participation des collectivités à la réduction des risques de catastrophe est une priorité du Cadre d'action de Hyogo. La collectivité, c'est l'endroit où les personnes vivent, et dans la collectivité, les personnes qui y vivent font partie de réseaux. Les écoles, les hôpitaux, les réseaux professionnels et les groupes communautaires locaux peuvent tous se mobiliser et contribuer aux mesures prises en vue de la réduction des risques de catastrophe. En tirant profit des travaux en cours et en intégrant ces réseaux et ces groupes communautaires, nous pourrions favoriser la résilience et l'action locales. Les collectivités, et les réseaux qu'elles englobent, ont la capacité de prendre des mesures concrètes et de renforcer la sensibilisation à la réduction des risques de catastrophe.

Faits saillants

La séance démontre que la collectivité comprend bien les différents rôles du secteur privé en matière de RRC et donne lieu à des idées importantes pour combler des lacunes en matière de transfert des connaissances et de réseaux du milieu des affaires. Plusieurs stratégies sont considérées comme étant essentielles à l'adoption fructueuse des programmes de résilience aux catastrophes du Canada :

- Pour y arriver, les stratégies et les ressources nationales, provinciales, territoriales et communautaires actuelles doivent être interreliées à l'intérieur d'un cadre commun. Cela comprend le regroupement des collectivités autochtones, des organismes de planification de la gestion des urgences et d'autres intervenants concernés.
- Encourager la documentation des catastrophes et des événements locaux et échanger cette information (p. ex. Base de données canadienne sur les catastrophes).
- Démontrer les pratiques exemplaires à l'échelle locale et au sein de l'organisation.
- Tirer profit des capacités des médias sociaux pour promouvoir les activités de RRC.
- Adopter des approches à l'échelle provinciale et territoriale pour accroître la sensibilisation aux catastrophes grâce à un programme scolaire commençant au primaire.
- Informer les médias locaux de la nécessité de mettre en œuvre des initiatives de RRC et leur demander d'en faire la promotion – ces initiatives doivent être transférables à des personnes de tous âges et de toutes origines ethnoculturelles et doivent appuyer un dialogue entre les organisations et les associations locales.

La Base de données canadienne sur les catastrophes contient plus de 1 000 catastrophes survenues depuis 1900 qui ont eu une incidence directe sur les Canadiens.



- Faire en sorte que la RCC soit ancrée dans le maintien d'un mode de vie positif pour les Canadiens – tout comme les campagnes nationales contre l'alcool au volant, la pratique de la RRC devrait devenir une façon de penser.
- Les organisations doivent examiner de nouvelles approches pour réduire les risques de catastrophe – les organisations et le secteur privé doivent collaborer et établir des partenariats et des relations de travail solides.

La pratique de la RRC doit être ancrée dans un mode de vie positif pour les Canadiens et devenir une façon de penser naturelle.

En outre, il est reconnu que le Canada peut contribuer dans une large mesure à la collectivité mondiale :

- Le Canada devrait continuer à transmettre son expérience en fournissant des services de secours et de rétablissement en cas de catastrophe et en investissant dans des activités d'atténuation et de réduction des risques d'inondation.
- Les antécédents culturels du Canada font preuve d'un appui relativement à une approche de voisins qui s'entraident, et son paysage géographique et météorologique diversifié fournit une perspective unique de la réduction des risques de catastrophe (RRC).

Troisième discussion en petits groupes : Les gouvernements, les provinces et les autorités locales à l'échelle nationale à l'appui d'une gestion des risques viable

La Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe fait la promotion de la réduction des risques de catastrophe en tant que priorité nationale, provinciale-territoriale et locale, et elle encourage activement les administrations de tous les niveaux à cerner leurs risques et à les comprendre, ainsi qu'à prendre des mesures pour les réduire. Comme la RRC est une responsabilité partagée entre les différents niveaux de compétence, il est nécessaire que toutes les administrations aient une compréhension commune des rôles et qu'elles fassent preuve de coordination.

Faits saillants

Les commentaires formulés par les membres relativement aux trois questions portent toujours sur les trois principaux thèmes suivants : nécessité d'adopter une approche coordonnée entre les administrations dans les domaines de la gestion des connaissances, des communications, de la formation et des opérations, nécessité de faire preuve de leadership dans le cadre de la modernisation des lois, des politiques et des normes, comme les codes du bâtiment et nécessité d'appuyer les initiatives lancées par des citoyens. Les participants démontrent un grand intérêt pour l'augmentation de la collaboration entre les administrations afin de réduire les redondances et de faciliter l'échange d'information en vue de renforcer

Il est nécessaire que toutes les administrations aient une compréhension commune des rôles et qu'elles fassent preuve de coordination.

les messages sur la RRC grâce à un leadership constant et harmonisé. Les participants précisent également qu'ils souhaitent avoir un point d'accès unique vers un répertoire partagé de renseignements et de ressources relativement à la RRC à l'échelle nationale, provinciale-territoriale et régionale.

Quatrième discussion en petits groupes : RRC au Canada

Bien que la Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe en soit encore aux premières étapes de son élaboration, il y a eu jusqu'à maintenant trois tables rondes, quatre groupes de travail ont été mis sur pied, et les participants comprennent des représentants de tous les ordres du gouvernement, du milieu universitaire, de groupes autochtones, du secteur privé et de collectivités locales. Parmi les réussites, mentionnons l'établissement de liens avec de nouveaux intervenants, la mobilisation de collectivités aux activités de réduction des risques de catastrophe et la promotion d'activités intersectorielles. Le Canada a la possibilité de continuer d'être un chef de file de l'engagement multipartite et multisectoriel dans le cadre de la réduction des risques de catastrophe, et il pourrait assurer un leadership international relativement au renforcement de la résilience et apporter sa contribution en vue de l'élaboration d'un cadre de l'Organisation des Nations Unies après 2015.

Faits saillants

Les participants qui prennent part à cette séance en profitent pour transmettre des commentaires utiles à la Plate-forme du Canada, en veillant à ce que les points de vue des membres soient entendus en ce qui concerne les réussites ou les limitations de la Plate-forme et l'orientation des activités de RRC au Canada.

Il est important que les différents types d'intervenants se rencontrent pour discuter des questions liées à la RRC.

Certains participants insistent sur l'importance de la Table ronde et du fait qu'il s'agit d'une belle occasion pour les intervenants de tous les milieux et de toutes les organisations de se réunir et de délibérer sur des concepts liés à la RRC. On mentionne que la Table ronde est un mécanisme clé pour trouver des partenaires et établir des liens avec eux, ainsi que pour permettre l'échange de pratiques exemplaires et de connaissances au sein des différents secteurs et des différentes collectivités. La Plate-forme est considérée comme une indication de l'engagement du Canada quant à l'appui des activités de RRC et un outil renforçant les pouvoirs des membres pour promouvoir les activités de RRC dans leurs collectivités. Certains participants souhaitent être mis au courant des activités de la Plate-forme et veulent que l'élaboration et la mise en œuvre des concepts et des stratégies de RRC soient examinées lors de la Table ronde de 2012.



Cinquième discussion en petits groupes : S'adapter aux changements climatiques

S'adapter, c'est notamment apporter des changements à nos décisions, à nos activités et à nos façons de penser en réponse à des changements observés ou attendus. Pour pouvoir composer avec les changements climatiques actuels et futurs, nous devons nous adapter, réduire les dommages potentiels et tirer parti des nouvelles possibilités qui s'offrent à nous.

Faits saillants

Les participants insistent sur des concepts clés tels que la nécessité de tenir compte de l'adaptation aux changements climatiques dans le cadre de l'adoption d'approches en matière de RRC, d'atténuation et de préparation. Grâce à la compréhension des besoins en matière d'adaptation, il sera possible d'établir un processus solide de planification stratégique contribuant à la réduction des répercussions des catastrophes. Comme c'est le cas pour les comportements, il faut beaucoup de temps pour modifier le contexte environnemental et les infrastructures rurales et urbaines, et encore plus pour modifier les politiques et les lois; il faudra donc se pencher proactivement sur les risques potentiels associés aux changements climatiques. En outre, l'adaptation aux changements est considérée comme étant une occasion de se reconstruire en mieux, avec des normes plus élevées, en augmentant nos connaissances scientifiques pour renforcer les codes du bâtiment et la planification relative à l'utilisation des terres.

La reconstruction en mieux, l'adaptation et la planification stratégique peuvent permettre de réduire les répercussions des catastrophes.

Mobilisation du public

Cette séance vise à amener les participants à faire un remue-méninges et à partager de nouvelles idées au sujet de l'élaboration de stratégies efficaces d'engagement et de sensibilisation en matière de RRC. Pour donner le ton et fournir un contexte aux discussions de la Table ronde, trois experts donnent un aperçu d'une campagne fructueuse à laquelle ils ont participé, en soulignant le type de problèmes de communications auxquels ils ont été confrontés à partir de leurs points de vue respectifs.

Représenter les organisations suivantes :

Sécurité publique Canada : **Theresa Woolridge** (Campagne *Préparez-vous*)

Province de la Colombie-Britannique : **Carol J. Loski** (Programme de protection contre les inondations)

Ville de Vancouver : **Jackie Kloosterboer** (La planification des mesures d'urgence)

Madame Woolridge parle de la Campagne « *Préparez-vous* » et décrit les quatre principales leçons retenues. Premièrement, l'importance de la recherche qui a été entreprise pour établir une base de référence et comprendre l'état de préparation au Canada. Deuxièmement, la nécessité d'adapter le message aux groupes concernés, en fonction du sujet principal : préparation aux ouragans sur la côte Est, préparation aux tremblements de terre sur la côte Ouest ou message portant sur les besoins des aînés, des familles, des enfants d'âge scolaire ou de collectivités urbaines ou rurales, ou d'autres collectivités précises. Troisièmement, l'importance de créer des messages uniformes à l'intention des Canadiens, d'échanger les ressources pour obtenir un meilleur rapport qualité-prix, d'échanger des données de recherche et de l'expertise, et d'avoir accès à de nouveaux réseaux et canaux de distribution permettant aux Canadiens de recevoir de l'information lorsqu'ils vaquent à leurs activités quotidiennes, dans leurs maisons, à l'école, dans leur milieu de travail, lorsqu'ils font leurs emplettes et dans les endroits communautaires. Quatrièmement, les intervenants appuient désormais la campagne en ligne et sont maintenant des personnes influentes.

Parmi les prochaines étapes, mentionnons les suivantes : tirer parti de leur expérience, renforcer leurs réseaux et leurs partenariats, et mobiliser toutes les parties de la société relativement à la recherche de nouvelles façons de rendre les collectivités plus résilientes.

Madame Loski parle de la formation d'une nouvelle équipe responsable des médias sociaux au sein du Programme de protection contre les inondations en C.-B., qui a découlé du tsunami survenu au Japon et de leçons retenues à la suite de cet incident. Depuis le début, l'équipe sait que son travail relatif aux médias sociaux doit se concentrer sur les alertes plutôt que sur les avertissements. Le recours à des alertes a permis un échange d'information sur le plan personnel avec des utilisateurs publiant des questions sur Twitter telles que « Où se trouve le centre d'évacuation local? », plutôt qu'une circulation unidirectionnelle de l'information provenant de sources des administrations municipales. L'équipe de Madame Loski a constaté que, grâce à la prestation de renseignements en temps réel, ou presque, les centres des opérations d'urgence et les administrations locales sont libérés, car ils peuvent orienter rapidement les personnes vers des blogs d'information provinciaux et des communications Internet.



Les prochaines étapes devraient comprendre l'élaboration d'applications ou l'adoption du modèle australien « know the hazard in your area » (connaître les dangers dans votre région), et l'examen des possibilités avec les partenaires.

Madame Kloosterboer collabore avec 30 bénévoles qui enseignent l'éducation publique à des résidents, plus particulièrement en ce qui concerne les tremblements de terre. Dans des centres communautaires, la Ville de Vancouver organise des ateliers décrivant les dix étapes de base en matière de préparation. Chose intéressante, un nombre supérieur de participants ont pris part à un nouvel atelier axé sur la préparation des animaux domestiques par rapport aux ateliers réguliers. La Ville a également commencé à donner des ateliers aux aînés et certains ateliers en chinois, étant donné que l'on sollicite la participation de bénévoles qui parlent d'autres langues. Ces ateliers ont aussi été modifiés en fonction des besoins de groupes sociaux-économiques défavorisés dans le quartier Lower East Side de Vancouver, et se sont avérés très efficaces.

Les langues, les conditions socio-économiques et les animaux de compagnie sont tous des facteurs à prendre en considération pour cibler le message en fonction des besoins de la collectivité; ils permettent d'attirer l'attention et de rendre la RRC pertinente pour chaque personne.

Table ronde

Les participants se penchent ensuite sur trois questions importantes en matière d'engagement, notamment la vision relative à une campagne de sensibilisation publique, des messages efficaces en ce qui concerne à la fois l'atténuation et la préparation, et l'appel à l'action : qu'est-ce qui motivera les personnes à passer à l'action?

Principales conclusions de la table ronde :

- Un vrai changement de paradigme lorsqu'il est temps de réfléchir à la RRC et à l'atténuation par rapport à la préparation aux catastrophes.
- Il faut décrire plus en détail l'angle d'inclinaison en matière de résilience des collectivités et définir clairement l'appel à l'action.
- Un changement de culture est nécessaire pour réitérer que chaque personne a un rôle à jouer en matière de renforcement de la résilience des collectivités.
- Les activités de sensibilisation doivent mettre l'accent sur la mobilisation des capacités à l'échelle communautaire.
- On doit accorder à chaque personne le pouvoir de participer, mais la résilience se situe à l'échelle communautaire.

Il revient à chacun d'entre nous de jouer un rôle de modèle grâce à un changement de culture et à la promotion d'un tel changement, ainsi qu'au renforcement de la résilience des collectivités, en commençant par leurs membres.

Tirer profit des médias sociaux et du Web 2.0 pour renforcer la résilience des collectivités

Pendant cette séance, on invite la délégation entière à suggérer des outils qui devraient être pris en compte pour promouvoir la sensibilisation et l'engagement du public, en commençant par la préparation individuelle et en terminant par la résilience des collectivités. Le tableau suivant dresse la liste des suggestions en ordre de fréquence.

Plus de 10 références Médias sociaux
8 ou 9 références Twitter, Facebook
6 ou 7 références YouTube, sites Web traditionnels, publicités à la télévision (à l'échelle nationale et locale)
Entre 3 et 5 références Jeux, Ushahidi, système d'éducation, Google (y compris Google Maps), LinkedIn, blogues
2 références Pinterest, foule éclairée (pas uniquement de la danse), histoires ou expériences personnelles, dessins animés, jeunes comme messagers
Autres suggestions... Système national d'alertes au public, réseau de télévision autochtone, bibliothèques, Wikipédia, sites sur la connaissance de la situation, Flickr, foule éclairée présentant une « parodie » mettant en vedette des intervenants, communiqués de presse, externalisation ouverte, publicités dans des fenêtres contextuelles sur des sites Web, activités ou rassemblements communautaires, messages textes, alertes et outils ou renseignements géographiques accessibles au public, accélérateurs de contenu technique (source ouverte) – et suivi détaillé de tous les cliques, radio, tableaux d'affichage, insertions lors d'envois postaux sur les services publics ou les évaluations des services fiscaux, Tumblr

Les membres formulent également des commentaires sur les difficultés associées au recours à des médias sociaux, notamment les problèmes de crédibilité et de ressources (temps et ressources humaines capables de suivre le rythme des changements relatifs aux technologies et au contenu), et la nature des médias (vaste étendue de renseignements, et public large, mais exclusif). Les commentaires portent aussi sur les limites gouvernementales, comme l'aversion pour les risques politiques et les responsabilités légales potentielles concernant l'exactitude de l'information et la nécessité de veiller au contrôle des messages (qui nuit généralement à la qualité en temps réel souhaitée des médias sociaux). Enfin, les commentaires précisent qu'il est risqué de se fier à la technologie, comme il lui arrive de faire défaut.



Conclusion

La Table ronde se termine par l'annonce des résultats aux élections des quatre membres permutants du Comité consultatif de la Plate-forme du Canada. Le mot de la fin donne aux membres l'occasion de réfléchir sur les discussions de la journée et, en se fondant sur les exposés présentés, le talk-show, les discussions des groupes de travail et les séances en petits groupes, de partager leurs points de vue au sujet d'un dernier conseil.

Comme la Plate-forme du Canada continue d'aller de l'avant avec la mise en œuvre de sa vision, de son but et de ses objectifs en matière de RRC, grâce au soutien et à la participation active des membres et des groupes de travail, les conseils créatifs et éclairés tirés de la troisième Table ronde et formulés par ses participants seront pris en compte.



Messages formulés lors de la troisième Table ronde annuelle

profitez des bibliothèques!

utiliser plusieurs canaux pour transmettre l'information au public

soit rapide et cohérente lors de la communication des événements

il faut être plus créatif (utilisez les zombies)

promouvoir ★

gouvernements fédérale, provinciaux et régionaux devraient travailler ensemble sur la semaine de préparatifs d'urgence et développer les thèmes ensemble

utiliser des messages clairs et les canaux fiables

noté bien que les informations lentes ou incorrectes découragent rapidement la confiance des utilisateurs

restez transparent

responsabiliser les jeunes d'aider à informer et à éduquer les personnes âgées

méfiez-vous de décourager les utilisateurs en diluant le message avec la gesticulation politique 😞

maintenez une source d'information fiable sur un site Internet stable

assurez-vous que le gouvernement peut fournir les réponses aux questions du public

garantir des ressources suffisantes pour gérer les initiatives de médias sociaux

garder les attentes sensibles au sujet des médias sociaux

utiliser la technologie à tous les citoyens

si en profiter de l'expertise de jeunes générations sur la façon de se connecter

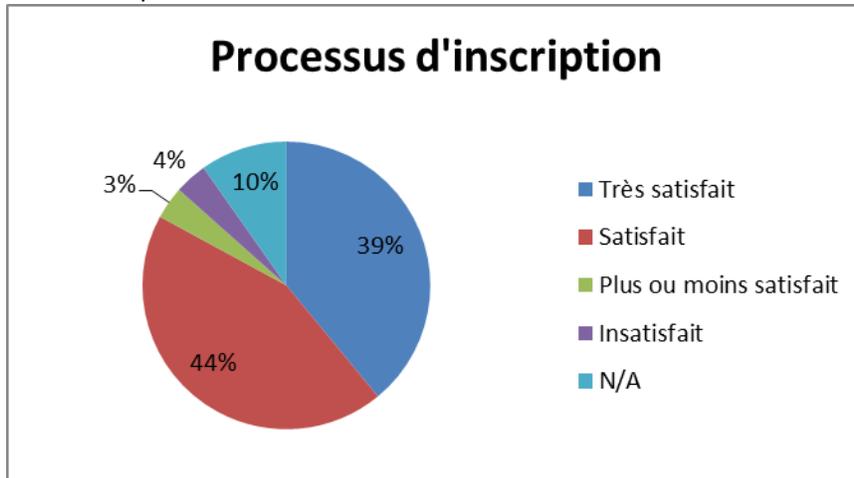
TIRER PARTI DES RASSEMBLEMENTS PUBLICS ET LA PRESSION SOCIALE



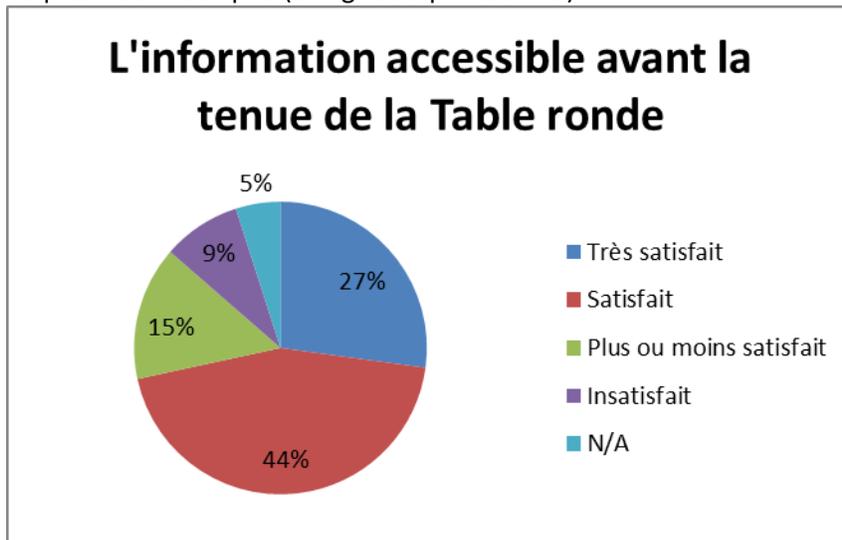
Annexe A

Voici les résultats des 12 questions posées aux participants à la Table ronde de 2012. Ces résultats permettent d'orienter la planification des prochaines activités de la Plate-forme.

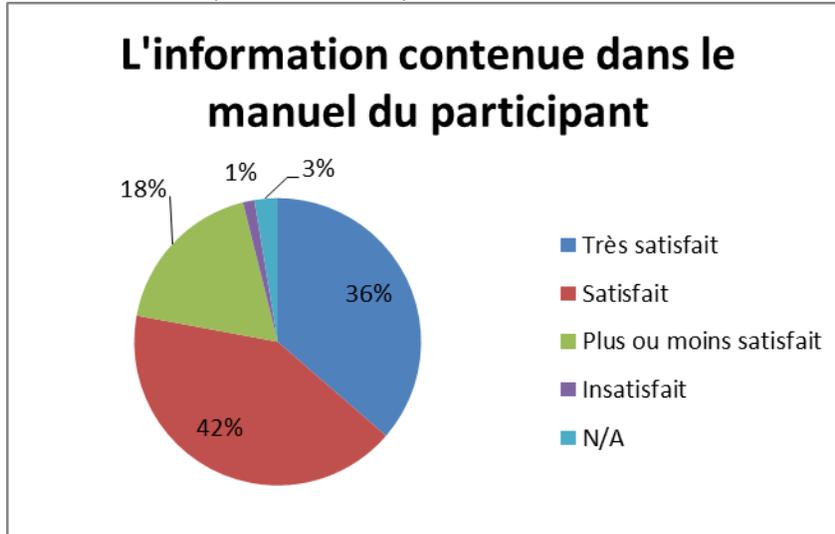
Processus d'inscription en ligne à la troisième Table ronde nationale annuelle sur la réduction des risques de catastrophe



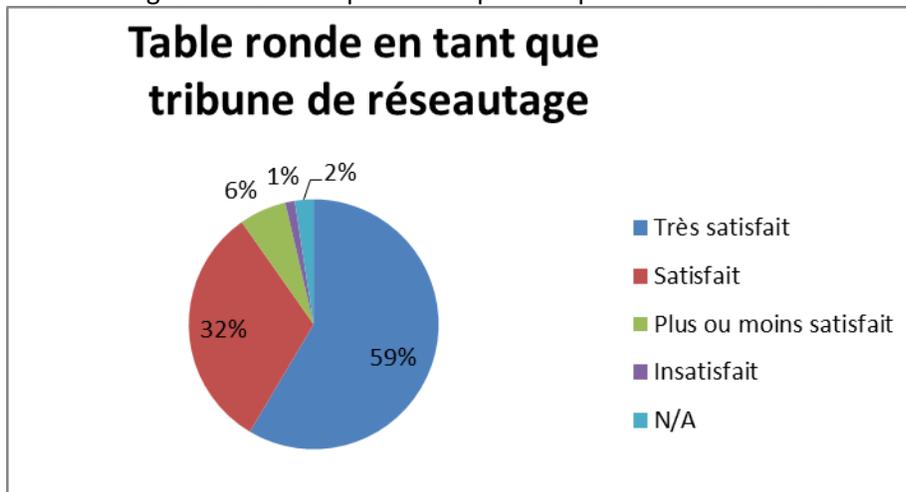
Information accessible avant la tenue de la troisième Table ronde nationale annuelle sur la réduction des risques de catastrophe (en ligne ou par courriel)



Information contenue dans le manuel du participant de la troisième Table ronde nationale annuelle sur la réduction des risques de catastrophe

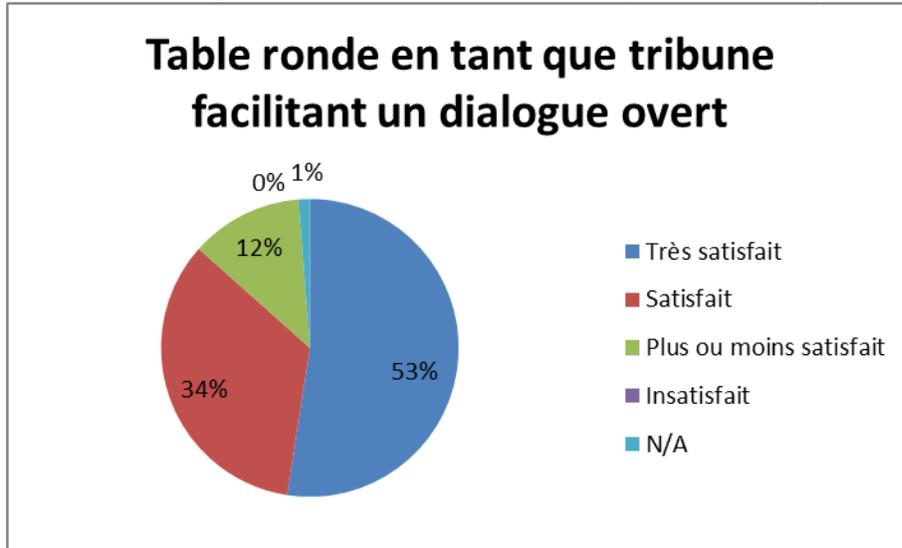


Troisième Table ronde nationale annuelle sur la réduction des risques de catastrophe en tant que tribune de réseautage avec d'autres personnes prenant part aux activités de réduction des risques de catastrophe

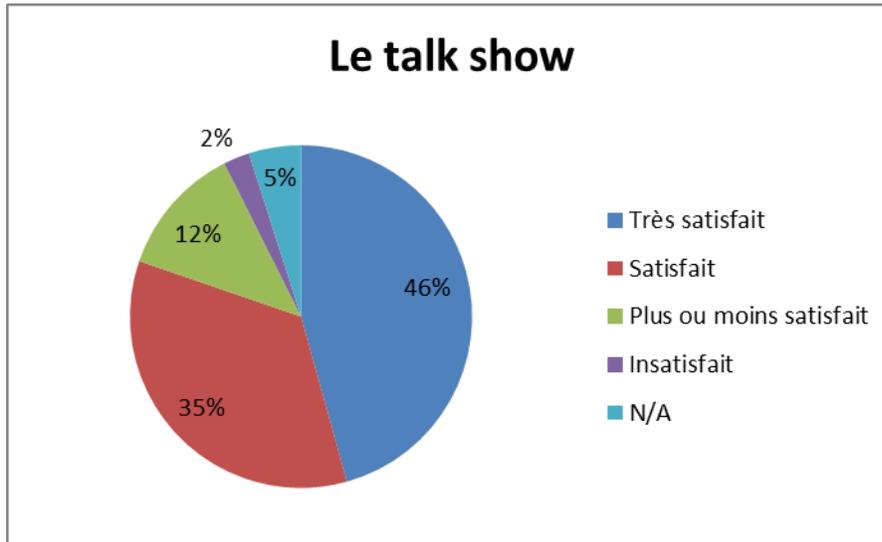




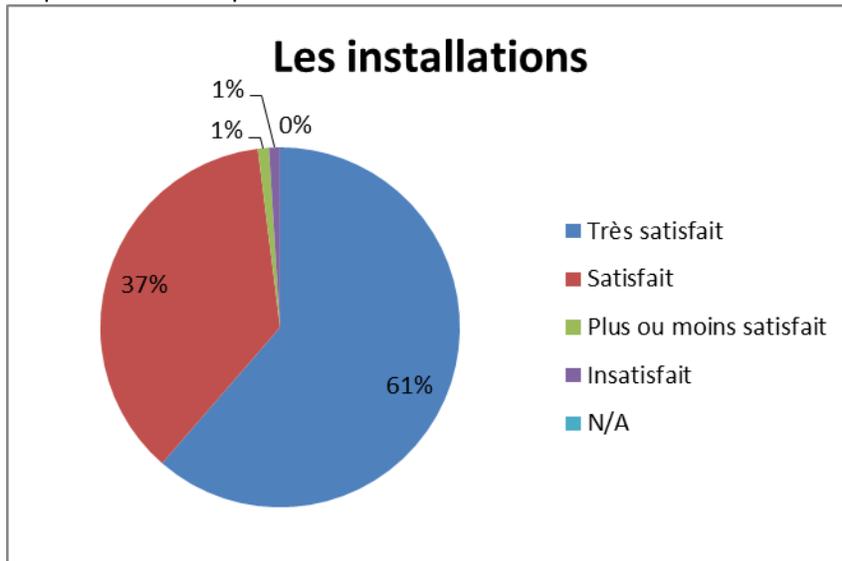
Troisième Table ronde nationale annuelle sur la réduction des risques de catastrophe en tant que tribune facilitant un dialogue ouvert sur la réduction des risques de catastrophe



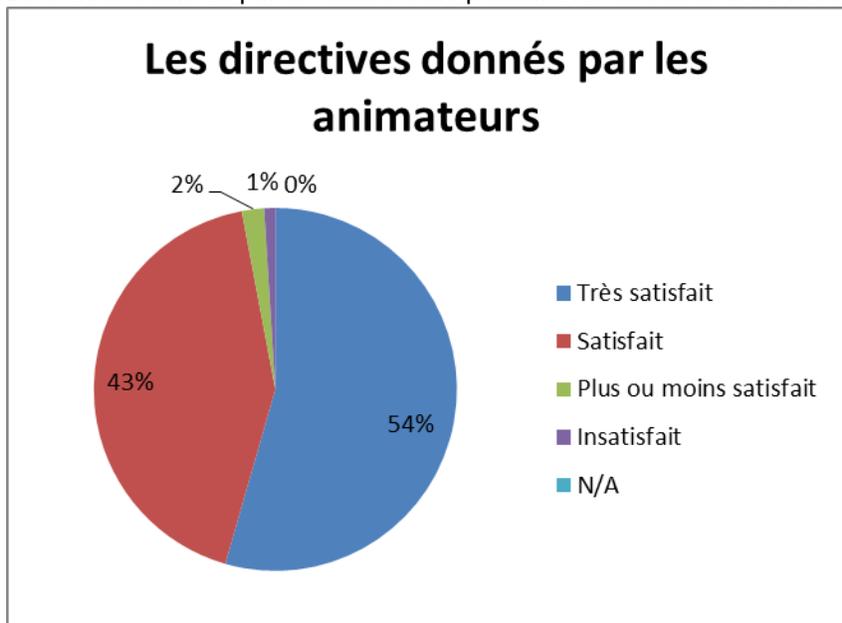
Talk-show de la troisième Table ronde nationale annuelle sur la réduction des risques de catastrophe



Installations utilisées pour accueillir la troisième Table ronde nationale annuelle sur la réduction des risques de catastrophe

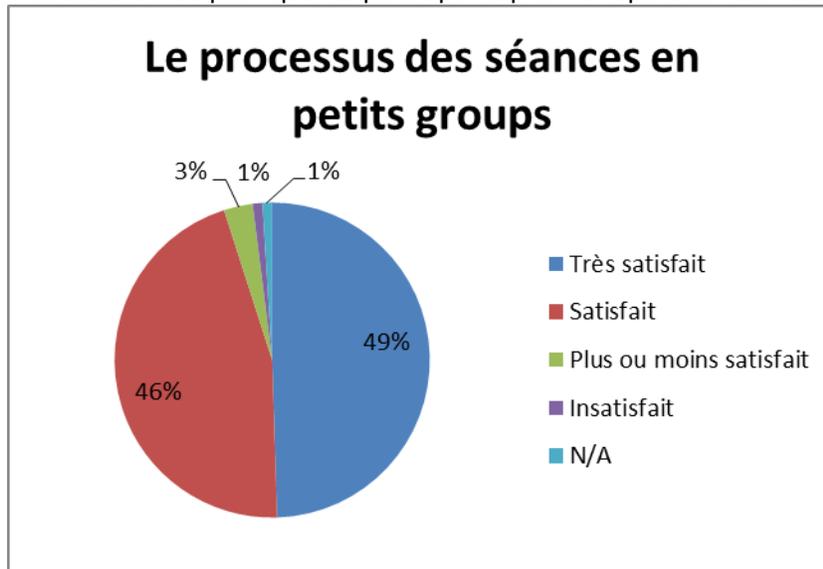


Directives données par les animateurs pendant les discussions de la Table ronde

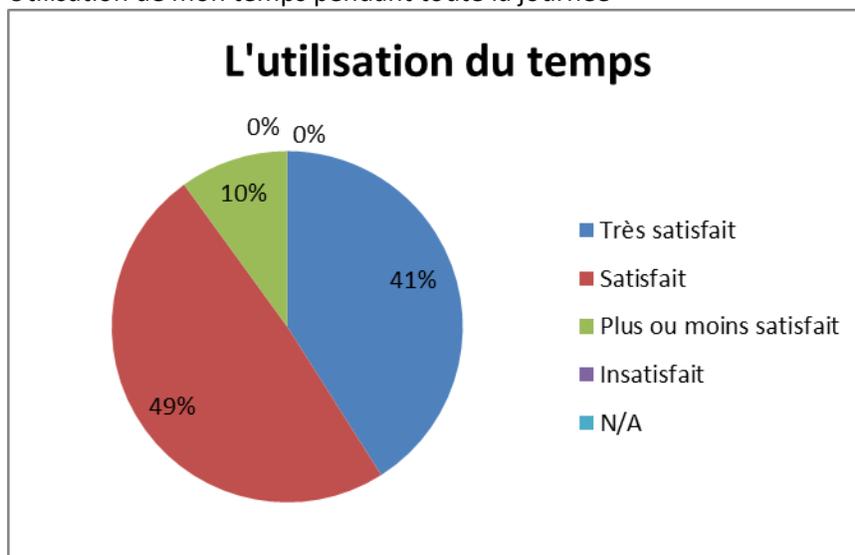




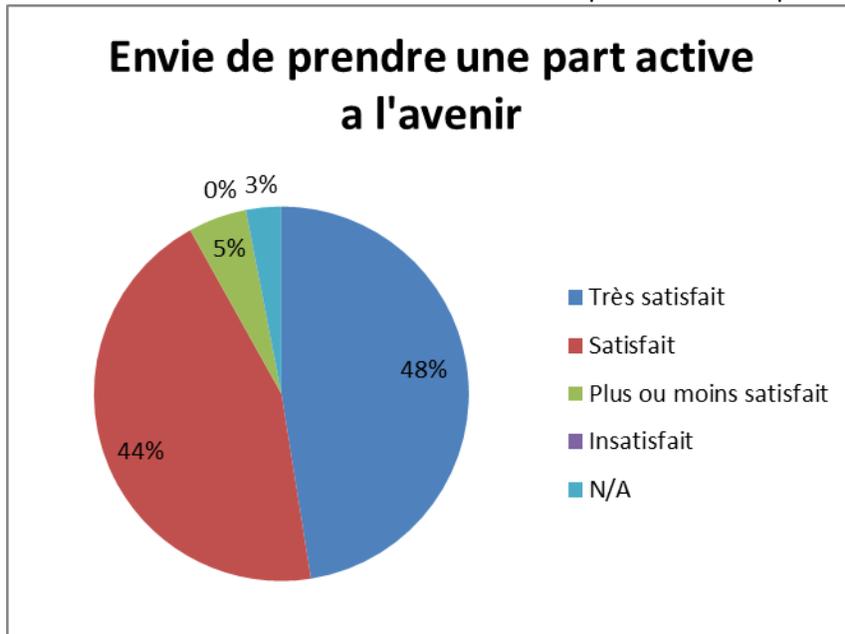
Processus utilisé pour que les participants prennent part aux séances en petits groupes



Utilisation de mon temps pendant toute la journée



Je souhaite prendre une part plus active aux enjeux dont il a été question pendant la troisième Table ronde nationale annuelle sur la réduction des risques de catastrophe.



J'aimerais assister à la prochaine Table ronde nationale annuelle sur la réduction des risques de catastrophe en 2013.

